« La société n’existe plus »

24/09/2010 à 11h00

Comment la mondialisation a affranchi les élites de la tutelle des États et affaibli la base sociale.

Alain Touraine est l’un des principaux leaders de la sociologie. Dans « *Après la crise* », il nous livre son diagnostic de la société française aujourd’hui. Stupéfaction : « *La société, nous dit Alain Touraine, n’existe plus.* »

Comment établir une telle proposition ? Sur deux constats qui se manifestent tout particulièrement avec la crise. Le premier est que le monde des élites, celui des majors des grandes institutions financières et industrielles appartient a un territoire qui n’est plus le territoire national. Ce premier monde, grâce à la globalisation de l’économie, a pu et su s’affranchir de la tutelle de l’État.

Le second constat est celui de la disparition des grands acteurs sociaux. On comprend l’étonnement du sociologue qui a pu observer des années durant une société qui s’est tranformée, structurée a travers de grands mouvements sociaux et qui constate que la plus grande crise financière que le monde a connu depuis pratiquement un siècle n’a donné lieu a aucun mouvement social.

> ***Les victimes de cette crise sont silencieuses. Mieux : Alain Touraine observe que si les élites savent bien s’organiser pour faire passer auprès des gouvernements leur vision, le monde d’en bas est, au contraire, complètement dispersé.***

Cette analyse suscite deux remarques. Il faut d’abord saluer la pertinence du propos d’Alain Touraine. C’est, au fond, le premier sociologue français a prendre au sérieux le phénomène

de la globalisation qui nous confronte à un phénomène inédit depuis la naissance des États, celui de la « *dénationalisation* » de l'économie. Jusqu'à présent, la production des richesses se faisait sur une base nationale qui permettait aux pouvoirs publics d'organiser des dispositifs de redistribution tels que l'enrichissement de quelques-uns pouvait se transformer en prospérité collective.

Alain Touraine constate, en même temps que la disparition de la société, la « *fin du social* ».

Par contre, on peut être plus réticent avec le constat d'Alain Touraine concernant l'absence de mouvements sociaux. D'abord parce qu'il y en a bien eu à l'étranger, aux États-Unis comme en Grande Bretagne, quelque fois forts violents. On ne peut pas oublier que « *Main Street* » a sans doute porté Barack Obama à la présidence des États-Unis. Et le mouvement de résistance français à la réforme des retraites s'inscrit à l'évidence en réponse a la crise.

Au fond, Alain Touraine veut nous dire que la situation créée par la globalisation est dangereuse en ce que le constat de l'impuissance publique peut conduire à ce que se renforcent des formes communautaristes d'aggrégation des individus. Mais Alain Touraine ne voit pas là notre seul avenir : il met toute sa confiance dans le renforcement de nouveaux mouvements sociaux basés sur la reconnaissance de droits à prétention universelle parce qu'ils exprimeraient dans cet univers globalisé les conditions d'une existence véritablement humaine. (…)

Les Échos